

COUNT ME IN

Craig Heron, York University

In the spring the CHA learned that only 56 per cent of Canadians who completed a form in the 2006 Census had agreed to let their personal information be released 92 years later. Like other groups, the CHA was concerned that this valuable resource for historians and social scientists (and many other Canadians interested in family or community history) would be permanently weakened as a research tool. In May we held a workshop during our AGM to draw together members of our association and other societies (especially sociologists, political scientists, and economists) who were concerned about this situation. Eric Sager (University of Victoria) agreed to head up this initiative.

In July a delegation of four – Eric, Kris Inwood (Economics, Guelph), Gordon Watts (a prominent BC genealogist, head of the Canada Census Committee), and CHA President Craig Heron – made a trek to Ottawa to meet with the assistant Information Commissioner, the Privacy Commissioner, and the head of the Census Branch of Statistics Canada (and sundry staff). The delegation urged that these officials support an early parliamentary committee review of the so-called “informed consent” question (a parliamentary committee review is required, not later than 2014, by the 2005 Act to Amend the Statistics Act). In early September the CHA sent a letter to the Minister of Industry to request that such a parliamentary review be started.

J'EN SUIS

Craig Heron, York University

Au printemps, la SHC a appris que seulement 56 pourcent des Canadiens qui ont rempli le formulaire de recensement de 2006 étaient d'accord pour que leurs renseignements personnels soient divulgués après 92 ans. Comme ceux d'autres groupes, les membres de la SHC se sont inquiétés que cette précieuse ressource pour les historiens et spécialistes des sciences sociales (et de nombreux autres Canadiens intéressés à l'histoire des familles ou des collectivités) soit à jamais diminuée en tant qu'outil de recherche. En mai, nous avons tenu un atelier dans le cadre de notre assemblée générale annuelle en vue de rassembler nos membres et ceux d'autres sociétés (en particulier des sociologues, des politicologues et des économistes) que la situation préoccupait. Eric Sager (Université de Victoria) a accepté de diriger cette initiative.

En juillet, une délégation de quatre personnes – Eric, Kris Inwood (Économie, Guelph), Gordon Watts (généalogiste bien connu de la Colombie-Britannique, à la tête du Canada Census Committee) et le président de la SHC, Craig Heron – se sont rendus à Ottawa pour rencontrer la commissaire adjointe à l'information, la commissaire à la protection de la vie privée et le directeur des opérations du recensement de Statistique Canada (et divers membres du personnel). Les membres de la délégation les ont exhortés d'appuyer la suggestion d'un examen préliminaire par les comités parlementaires de la soi-disant question du « consentement éclairé » (un examen de la *Loi modifiant la Loi sur la statistique* de 2005 par les comités parlementaires est nécessaire d'ici 2014 au plus tard). Au début septembre, la SHC a envoyé une lettre au ministre de l'Industrie lui demandant qu'un tel examen parlementaire soit amorcé.

